

## Tant pis pour Fady Dagher, le communautaire ne veut pas prendre le relais des appels au 911



Fady Dagher a déclaré le 20 juin dernier qu'il n'avait pas l'intention que ses policiers deviennent des travailleurs sociaux. Photo Paul Chiasson Archives La Presse canadienne

Par Stéphanie Marin

N'en déplaise au chef du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Fady Dagher, des regroupements d'organismes communautaires signalent qu'ils n'ont pas l'intention de prendre en charge les appels faits au 911 pour des enjeux de santé mentale. Ce n'est pas leur rôle, ont-ils répété en entrevue au *Devoir*, soutenant que cela pourrait même nuire à leur travail en risquant de briser le lien de confiance établi avec ceux qu'ils aident.

Le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) et le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) répondent ainsi aux propos tenus la semaine dernière par le chef du SPVM.

Fady Dagher a présenté le 20 juin le bilan 2022 des activités du SPVM devant la Commission de la sécurité publique. Il a déclaré à cette occasion qu'il n'avait [pas l'intention que ses policiers deviennent des travailleurs sociaux](#). Selon lui, les groupes communautaires et les partenaires devraient assurer le relais et s'occuper des interventions qui suivent les appels au 911 qui concernent des enjeux de santé mentale, lorsqu'ils ne comportent pas d'élément de criminalité.

Cela a fait bondir des organismes communautaires.

D'abord, ils n'ont pas été consultés. Pire, le chef Dagher n'a même pas évoqué cette proposition auprès d'eux, a souligné Marie-Andrée Painchaud, coordonnatrice du RIOCM.

« On a plein d'instances de concertation et de collaboration. Il ne devrait pas nous en parler d'abord? a-t-elle demandé. C'est la deuxième fois qu'il nous attribue des tâches supplémentaires sans nous en parler avant », ajoute-t-elle, rappelant que la première fut quand il a déclaré publiquement qu'il souhaitait que ses policiers effectuent des formations dans le milieu communautaire.

Mais le nœud du problème se situe ici, dit-elle : les organismes communautaires ne sont pas des intervenants en situation d'urgence, ni des psychiatres.

« Ce n'est pas notre mission. Nous, on travaille en prévention. On va travailler en amont. » Notre objectif est d'éviter de se retrouver à la situation de crise qui doit faire l'objet d'un appel au 911, résume la coordonnatrice du RIOCM qui compte 350 groupes et organisations membres.

Selon elle, faire un tel travail pourrait même nuire au milieu communautaire, en brisant le lien de confiance qui unit les organismes aux communautés qu'elles desservent. Il ne faut pas que leurs membres se sentent jugés, ou qu'ils pensent qu'on les criminalise, ce qui pourrait être le cas si on se trouve avec les policiers quand ils doivent intervenir, parfois de façon coercitive. « On est souvent le dernier filet pour les personnes vulnérables, dit M<sup>me</sup> Painchaud. Il ne faut pas les laisser tomber. »

Car ceux qui reçoivent de l'aide et des services des divers organismes communautaires à Montréal se sentent souvent exclus de la société et se méfient de la police comme du système de santé. « On ne va donc pas transformer notre mission pour répondre aux besoins du SPVM. »

Annie Savage, la directrice du RAPSIM, est du même avis : « L'action communautaire n'est pas un outil du SPVM, ni de la Ville de Montréal, ni là pour servir les objectifs et intérêts du milieu des affaires. On n'est pas là pour faire à petit prix ce que le réseau public, ou nos pouvoirs publics, ne souhaitent pas faire. On est là pour la communauté. »

Sans oublier que les organismes communautaires sont sous-financés, soutiennent les deux responsables. L'argent est nécessaire pour la prévention, pour ne pas que certaines situations dégénèrent au point de générer des appels au 911, et c'est là que l'argent devrait être investi, plaide M<sup>me</sup> Painchaud.

Avec cela, le chef Dagher est d'accord : il faut renforcer le milieu communautaire [et le financer adéquatement](#), avec des budgets pérennisés sur 10 ans, a-t-il également dit devant la Commission de la sécurité publique en juin. Selon lui, environ 70 % des appels au 911 concernent des enjeux de santé mentale.

À la Ville, le responsable de la sécurité publique au comité exécutif, Alain Vaillancourt, a signalé récemment que Montréal travaillait sur un [projet-pilote lié aux appels du 911](#). « Il y a beaucoup d'enjeux qu'il faut régler avant de penser de le faire. Il n'y a pas un service [communautaire] qui peut répondre à un appel à 4 h du matin et qui peut être là rapidement », a-t-il expliqué le 20 juin dernier. La Ville a toutefois déjà déployé les intervenants sociaux de l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (ÉMMIS) dans trois arrondissements de la métropole. Leur rôle est d'y assurer une présence et de désamorcer des situations de crise en lieu et place de la police.

M<sup>me</sup> Painchaud trouve toutefois intéressant que le chef de police se pose des questions et remette en question le modèle d'intervention auprès des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale et envisage une autre approche que celle du service de police.

Si on est contactés en amont, « on pourrait contribuer à l'émergence de solutions », a renchéri M<sup>me</sup> Savage.

<https://www.ledevoir.com/societe/793887/tant-pis-pour-fady-dagher-le-communautaire-ne-veut-pas-prendre-le-relais-des-appels-au-911>